

Premiers bilan et analyse du 33^{ème} Congrès du PCF

La phase finale du congrès s'est déroulée du 23 au 26 mars au Bourget. Sans surprise, les orientations proposées par la direction ont été largement adoptées. On savait que le congrès était bouclé. Le déroulement du congrès lui-même a néanmoins mis en évidence les importantes contradictions de cette ligne, en particulier l'impasse stratégique d'ici 2007.

Le plus important s'était produit avant avec l'expression d'une forte opposition à la poursuite de la « Mutation-démolition ». Trois textes alternatifs, aux démarches différentes, ont rassemblé 11300 voix de communistes (avec carte) à l'occasion du vote pour le choix de la base commune les 3 et 4 février. Ces 11300 camarades en représentent beaucoup plus dans et hors du Parti. C'est un point d'appui pour faire vivre à l'avenir le PCF, notre outil historique irremplaçable, sur des bases de classe, pour faire vivre nos organisations communistes de base. Pour la première fois, au Bourget, cette opposition a réussi, malgré toutes les manipulations de la direction, à gagner une représentation au Conseil national du Parti en présentant et maintenant jusqu'au bout une liste alternative lors de l'élection de la nouvelle direction.

Les délégations au congrès national étaient extrêmement « filtrées ». Il est nécessaire de le prendre en compte. Ainsi, alors que notre texte « Remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes », a obtenu 8,22% des votes des communistes, pourtant nous n'étions même pas une demi-douzaine de délégués sur 940... (1 sur 20 au lieu de 4 normalement pour la délégation de Paris).

Même dans ces conditions, la direction a éprouvé certaines difficultés à faire passer ses options et a souvent eu recours à l'esquive.

L'écho des luttes est parvenu jusqu'au congrès, notamment bien sûr le mouvement contre le CPE, également une intervention d'un camarade d'EDF-GDF décrivant la force de la journée d'action du 23 mars, ou encore des interventions sur les services publics, la lutte contre la désindustrialisation, le logement...

Les textes et décisions de congrès adoptés leur tournent le dos.

C'est sur la question de la « stratégie » que la direction a été le plus contestée.

Dès son rapport Marie-George Buffet a donné le ton. Il ne devait pas bouger d'un iota jusqu'à ses conclusions de dimanche. Cette stratégie est toute entière tournée vers la contribution au rassemblement électoral majoritaire, électoraliste, en 2007, posé comme étape décisive pour « changer la vie », selon l'expression reprise de F.Mitterrand. Cela passe par le rassemblement de « toute » la gauche, malgré la fracture béante mise en évidence par la campagne du référendum. Conscients de la contradiction, les dirigeants (les cadors de la direction sortante ont largement monopolisé les micros) ont multiplié les variations sur le thème « battre la droite, réussir durablement à gauche », la raison d'être du Parti

devenant de « révolutionner la gauche », de « remettre la gauche à gauche ». MG. Buffet a reconnu qu'il faudrait « souffler fort » ! En fait de démarche inédite, agrémentée de « forums » (c'était déjà le cas en 1996), la stratégie de la direction s'enferme obstinément dans la reproduction de la « gauche plurielle » et contribue à alimenter des illusions sur l'alternance. A la différence de 1997, cette stratégie funeste a déjà réduit la capacité de « souffle » du PCF de 10 à 3%...

Autre orientation stratégique qui a du mal à passer : la volonté d'effacement du Parti, à l'opposé de sa raison d'être de parti de classe et de masse, remise en évidence par le vote de classe du 29 mai et les luttes. La contestation s'est focalisée, bien davantage que sur le PGE et les forums, sur la question (à nos yeux partielle) de l'élection présidentielle et le refus de retenir le principe d'une candidature PCF. La décision ne sera prise qu'en octobre après une conférence nationale. L'orientation proposée, plutôt imposée, est en effet très peu lisible. L'hypothèse d'un candidat de « toute » la gauche dès le premier tour semble à peu près exclue. L'hypothèse (que nous refusons également) d'une candidature d'un « pôle de radicalité » apparaît également peu probable. Alain Krivine, qui se baladait goguenard dans les allées du Bourget, laisse planer peu de doutes sur une candidature Besancenot à laquelle le Parti ne pourra pas se rattacher. Que reste-t-il ? Une vague série d'organisations groupusculaires et de « personnalités » bien plus roses que rouges. On s'achemine ainsi vers une candidature de gauche sans étiquette, peut-être issue du PCF, mais le moins possible identifiée comme telle. Le slogan malheureux, omniprésent au Bourget, « d'Union populaire » pourrait être son label. Ce qui ressort avant tout, c'est le refus de se présenter en tant que PCF.

Devant cette impasse stratégique, l'opposition s'est manifestée par des votes jusqu'à 30% contre l'avis de la Commission et de nombreuses interventions de plusieurs fédérations dont les nôtres. Il faut présenter un candidat PCF, sur un contenu communiste, prolongeant l'action que le Parti devrait avoir au cœur des luttes.

Le malentendu entretenu entre beaucoup de congressistes et la direction s'est retrouvé dans l'examen de la partie « programme ». Particulièrement bâclée, comme aux étapes précédentes du congrès, la discussion a suscité des frustrations. Pour les directions, le programme est avant toute une obligation pré-électorale et une base de négociation avec des partenaires. Pour les militants, le programme doit aider à donner une perspective de rupture à chaque lutte (logement, service public, face à la décentralisation...).

Le débat sur l'Union européenne a été particulièrement esquivé pour laisser le moins apparaître les divergences profondes entre les tenants du NON et imposer le plus discrètement la ligne « euroconstructive » du PGE, le choix de rentrer dans la logique d'intégration dans l'UE du capital et de la légitimer. Le texte de programme adopté réclame une nouvelle « charte des droits fondamentaux », un « nouveau traité » avec même l'ambiguïté dans le paragraphe qu'il s'agisse d'un nouveau « traité constitutionnel européen ».

La discussion a été également très peu satisfaisante sur les questions internationales. Un exemple révélateur de la tactique d'esquive de la direction: la fédération du Nord avait adopté un amendement demandant que soit fait référence à notre solidarité avec le mouvement d'émancipation en Amérique latine et avec le peuple cubain. La direction l'a refusé sans se dévoiler sur le fond (sa tolérance pour ne pas dire plus vis-à-vis des positions anti-cubaines de certains de ses partenaires...) mais en arguant qu'il fallait attendre la tenue d'une conférence nationale sur les questions internationales ! L'amendement a quand même obtenu 38% des votes.

Le maire de Caracas a été ovationné montrant le soutien du Congrès à la « révolution bolivarienne » au Venezuela. Certains d'entre nous n'ont pas manqué de remarquer que son intervention, contrairement à chaque discours de Chavez, a omis dans l'énumération des mouvements progressistes en Amérique latine de mentionner Cuba. Les interventions croisées de la nouvelle déléguée en France de l'autorité palestinienne et d'un représentant du parti israélien Meeretz ont été réellement un temps fort du congrès

En marge du Congrès, nous avons pu avoir un échange très intéressant avec des camarades communistes grecs du KKE invités. Nous partageons de nombreuses vues et le KKE a même consacré deux pages de son journal quotidien Rizopastis à notre texte de congrès « Remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes ».

La discussion sur la « visée communiste » a été confuse correspondant au caractère fourre-tout de ce texte dont l'écriture veut prolonger les reniements historiques et idéologiques de la Mutation mais prend garde de ménager par des ambiguïtés les communistes. Le nom PCF est décidément indissociable de cette histoire et de cette idéologie.

Enfin la discussion sur les statuts a illustré, loin d'une volonté d'ouverture démocratique, une nouvelle volonté de contrôle par les directions de la vie du Parti. Le retour des cellules comme structure de base souveraine n'est absolument pas à l'ordre du jour. Mais l'institutionnalisation du Parti si.

Pour la discussion sur les directions, voir ci-contre.

publié par PCF - Section Paris 15ème